

L'unique forum international de l'OCDE destiné aux établissements de l'enseignement supérieur.
Pour devenir membre : www.oecd.org/edu/imhe/membre

A découvrir

- Quels sont les effets des classements sur l'enseignement supérieur ?
- Examen à l'échelle internationale des résultats de l'enseignement supérieur à l'initiative de l'OCDE
- Nouvelles de l'IMHE
- Le Coin des livres
- Calendrier IMHE

QUELS SONT LES EFFETS DES CLASSEMENTS SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ?

Bien que les classements universitaires fassent partie intégrante du paysage de l'enseignement supérieur américain depuis plusieurs décennies, la frénésie déclenchée par la publication du classement académique des universités mondiales de l'université Jiaotong de Shanghai (*Shanghai Jiaotong Academic Ranking of World Universities*) et du classement des universités mondiales du Times Higher-QS (*Times QS World University Rankings*) est une indication de l'importance que nombre d'institutions d'enseignement supérieur, de responsables politiques et de médias accordent à ces classements. Leur crédibilité croissante tient à leur simplicité et au fait qu'ils fournissent des informations de type « consommateur » indépendantes du secteur de l'enseignement supérieur. Malgré l'existence de 17 000 institutions d'enseignement supérieur dans le monde, le classement des 100 meilleures institutions fait l'objet d'une compétition qui tourne à l'obsession.

Mais que connaissons-nous et que comprenons-nous de l'influence et des effets de ces classements sur ces publics divers ?

À travers le monde, des classements sont publiés par les médias et un large éventail d'agences et d'organisations. Avec la mondialisation de l'enseignement supérieur, les classements mondiaux sont devenus le point de mire. Aujourd'hui, le classement de Shanghai est le « leader du marché ». Chaque système de classement utilise des groupes d'indicateurs et de métriques pondérés différents pour évaluer l'activité de l'enseignement supérieur. En raison du manque de données comparables concernant l'enseignement, l'apprentissage et les activités de service, les classements mondiaux se basent uniquement sur les données de la recherche et les comptes-rendus des pairs. Sont également critiqués le choix des indicateurs et des coefficients, leur utilisation en tant qu'indicateurs de qualité et leur parti pris pour les disciplines scientifiques et les publications en langue anglaise.

Pour comprendre ce phénomène, l'IMHE et l'AIU (Association internationale des universités) ont parrainé une étude réalisée en 2006 sur la façon dont les institutions d'enseignement supérieur réagissent à ces classements et sur l'impact ou les effets de ces derniers. Les dirigeants de 202 institutions d'enseignement supérieur de 41 pays ont participé à cette étude, en qualité de représentants d'institutions d'enseignement supérieur bien établies ou nouvelles, d'enseignement intensif, sensibilisées à la recherche ou de recherche intensive (Ellen Hazelkorn, *Politique et gestion de l'enseignement supérieur* 19.2 www.oecd.org/edu/imhe/journal). Selon les dirigeants universitaires, les classements permettent de maintenir et de construire une position et une réputation institutionnelles.

les classements permettent de maintenir une position et une réputation institutionnelles.

Les bons étudiants utilisent ces classements pour sélectionner les universités de leur choix, particulièrement les étudiants de troisième cycle. Les parties prenantes clés utilisent ces classements pour orienter leurs décisions en matière d'habilitations, de financements, de parrainages et de recrutement d'employés. Selon les personnes interrogées, « une réputation acquise par le biais de ces palmarès est un critère déterminant pour les postulants ». Près de 50 % des personnes interrogées se servent de leur classement institutionnel à des fins de publicité dans les communiqués de presse, dans les présentations officielles et sur leur site internet.

58 % ne sont pas satisfaits de leur classement: 70 % souhaitent faire partie des 10 premiers à l'échelle nationale et 71 % des 25 premiers à l'échelle internationale. Plus de 50 % des personnes interrogées disposent d'une procédure officielle d'examen des résultats et 68 % se servent de ces résultats comme d'instruments de gestion afin d'introduire des changements stratégiques, organisationnels, de gestion et/ou académiques. Ces derniers, par exemple, intègrent ces classements dans les « accords conclus sur leurs objectifs » avec les facultés, mettent en place une « nouvelle section afin de surveiller les classements », offrent « davantage de bourses et de postes » et s'assurent que les membres haut placés du personnel sont bien conscients de l'importance d'améliorer les résultats de leur institution. Certains adoptent une position plus agressive, utilisant les classements non seulement pour procéder à des changements organisationnels mais aussi pour déterminer leurs priorités institutionnelles, tandis que d'autres envisagent la fusion ou envisagent d'affecter leurs ressources à la recherche plutôt qu'à l'enseignement. Les classements influent également sur les partenariats et collaborations au niveau national et international. Les dirigeants affirment prendre en considération le classement d'un partenaire potentiel avant d'entamer toute discussion sur la recherche et les programmes académiques. Les classements influent par ailleurs sur l'empressement des autres à s'associer avec eux ou à appuyer leur adhésion à des associations académiques ou professionnelles.

Une étude américaine, ainsi que la littérature internationale croissante sur le sujet témoignent de situations identiques. Les classements sont importants pour les sujets doués au niveau national et pour le marché international lucratif du troisième cycle. La tendance indique un effet positif des classements élevés sur le nombre de candidatures, la philanthropie, le recrutement des diplômés, les conseils d'université et les politiques publiques. Comme on pouvait s'y attendre, les dirigeants de l'enseignement supérieur tentent d'influer sur les indicateurs critiques, comme par exemple la sélection des étudiants, ou en affectant des ressources à des activités qui n'améliorent pas nécessairement la qualité de l'enseignement. Les classements sont une manifestation de la concurrence mondiale et servent d'instruments politiques. Nombreux sont les gouvernements qui déclarent souhaiter fonder au moins une, voire plusieurs universités de « classe mondiale ». Mais quels en sont les coûts ? Les classements intensifient la « course aux armements », enfermant les institutions et les gouvernements dans une éternelle « quête de ressources croissantes ». Une université mondiale représente une entreprise annuelle de 1 milliard à 5 milliards de dollars, en ajoutant à cela 500 millions de dollars si l'établissement possède une école médicale. Ces dépenses nécessiteraient que les institutions d'enseignement supérieur augmentent leur financement global d'au moins 40 % (Usher, 2006 ; Sadlak et Liu 2007). Les sociétés ou institutions (publiques) qui peuvent se permettre un tel investissement, sans sacrifier d'autres objectifs sociaux et économiques, sont peu nombreuses. Les données recueillies révèlent que les classements ne cessent de creuser l'écart entre l'élite et l'enseignement supérieur de masse en exacerbant la stratification institutionnelle et la concentration de la recherche. Les institutions d'enseignement supérieur qui ne satisfont pas aux critères ou qui ne bénéficient d'aucune « notoriété de marque » seront forcément dévaluées.

Malgré les protestations et la critique, l'existence d'instruments nationaux et internationaux de comparaison demeure utile et inévitable. En

réponse à ce défi, l'OCDE a entrepris d'examiner la manière dont l'ensemble des activités dans lesquelles les diverses institutions d'enseignement supérieur s'engagent, notamment l'enseignement et l'apprentissage, devraient être mesurées (se reporter à l'article de la page 2 sur le même sujet). L'IMHE est également représenté lors des réunions de l'*International Rankings Expert Group*, qui publiait les *Berlin Principles* en 2006.

La phase suivante de l'étude de l'IMHE/AIU est menée sous les auspices de l'*Institute of Higher Education Policy* (www.ihp.org) et est financée par la *Lumina Foundation*. Au cours de cette deuxième phase, divers entretiens avec des dirigeants de l'enseignement supérieur, des membres du personnel académique et des étudiants auront lieu en Allemagne, en Australie et au Japon.

Les classements sont à l'origine d'un débat important sur la qualité et

les performances des institutions d'enseignement supérieur, sur la manière dont ces critères devraient être définis et évalués, par qui et dans quel but. Les implications politiques sont considérables, notamment en ce qui concerne l'éducation de l'opinion publique et des meneurs d'opinion, qui sont nombreux à faire des déclarations ambitieuses sans comprendre leur impact sur l'enseignement supérieur et la société.

Le Professeur Ellen Hazelkorn du Dublin Institute of Technology a passé une partie de son congé sabbatique à étudier, en collaboration avec l'IMHE, l'impact des classements sur les comportements institutionnels. Ellen serait intéressée d'entrer en contact avec toute personne disposant de données relatives à la manière dont les classements influent sur leur institution ou système d'enseignement supérieur.

Pour contacter Ellen Hazelkorn : ellen.hazelkorn@oecd.org

EXAMEN À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE DES RÉSULTATS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR À L'INITIATIVE DE L'OCDE

L'OCDE envisage de procéder à un examen des résultats de l'enseignement supérieur en termes d'apprentissage qui permettrait de comparer les institutions d'enseignement supérieur des différents pays. Nous sommes actuellement en cours d'élaboration d'une étude de faisabilité visant à déterminer si une telle comparaison est possible scientifiquement et d'un point de vue pratique.

L'objectif de cette examen est de déterminer ce que les étudiants de licence savent et ce qu'ils peuvent faire pour fournir des informations plus pertinentes aux institutions d'enseignement supérieur, aux gouvernements et aux autres parties prenantes, y compris les étudiants et les employeurs. L'idée étant que ces informations pourraient aider les institutions d'enseignement supérieur à améliorer leur connaissance de leurs propres performances en matière d'enseignement et devenir ainsi un instrument de développement et de progrès.

La croissance rapide de l'enseignement supérieur, en termes de nombre d'étudiants et d'institutions, et son internationalisation croissante placent au premier plan la question de sa qualité et de sa pertinence. Les ministres de l'éducation de l'OCDE, réunis à Athènes en juin 2006, ont demandé conseil à l'OCDE sur les mesures à prendre pour mieux comprendre et évaluer les dimensions diverses de la qualité dans l'enseignement supérieur.

Les comparaisons internationales d'institutions d'enseignement supérieur existantes portent sur la recherche, évaluée au moyen d'indicateurs, tels que le nombre d'articles publiés, les citations et les gagnants du prix Nobel, ou les apports en termes de ressources.

Nous ne disposons d'aucune information comparative fiable sur ce que les étudiants ont appris ou peuvent faire après leur passage à l'université. Pourtant, les classements – nationaux ou internationaux – ont un impact évident sur l'opinion public, le processus de prise de décision institutionnel et les choix individuels.

Compte-tenu de l'importance de l'enseignement supérieur pour le développement du capital humain, de son poids sur les finances publiques, sur les finances des individus et de leurs familles, et des besoins du commerce et de l'industrie, l'objectif de l'OCDE est de développer un procédé d'évaluation qui accorde à l'enseignement et à l'apprentissage la place qui leur est due.

L'évaluation des résultats pédagogiques est compliquée et sujette à controverse. Si elle n'est pas effectuée correctement, elle peut altérer négativement la prise de décision. La mise en œuvre d'évaluations pertinentes dans toutes les institutions, cultures et disciplines est source de nombreux défis scientifiques et pratiques.

Il sera, entre autre, nécessaire de déterminer la meilleure manière de prendre en compte :

– la diversité des institutions : de l'institution spécialisée à l'institution polyvalente en termes de couverture disciplinaire ; internationale ou

d'avantage impliquée au niveau local ; très sélective ou ouverte à tous ;
– les différences entre les systèmes nationaux d'enseignement supérieur : relations entre le gouvernement et les institutions ; proportion d'étudiants intégrant l'enseignement supérieur ;
– les variations dans la durée et le contenu des programmes ;
– la diversité culturelle et linguistique ;
– la valeur ajoutée par les institutions.

Viennent ensuite des questions d'ordre pratique et opérationnel, à savoir comment motiver les étudiants et les institutions pour qu'ils participent et comment garantir un examen équitable des résultats.

La première étape a donc consisté à consulter un certain nombre d'experts internationaux afin de déterminer l'étendue de la tâche. Trois réunions se sont tenues, au cours desquelles ont été proposées la conception et la mise en œuvre d'une étude de faisabilité qui sera réalisée en 2008 et 2009.

Il est prévu que l'évaluation repose sur un test écrit permettant d'évaluer les compétences des étudiants qui arrivent au terme d'un programme de licence. Le test proposé porterait sur les compétences nécessaires en termes de pensée critique transversale et de résolution de problèmes pour réussir dans un contexte académique et dans le milieu des affaires. A ce test viendrait s'ajouter un test dans une ou deux disciplines spécifiques.

Il a été établi qu'afin de tester avec fiabilité la théorie et la faisabilité de ce concept, il sera certainement nécessaire de ne faire participer qu'un petit nombre d'institutions issues d'un nombre réduit de pays, entre quatre et six peut-être. Les institutions qui participeront devront être suffisamment différentes pour fournir un éventail complet du secteur, même si elles ne sont pas entièrement représentatives de la diversité du secteur. L'échantillon inclura des institutions éminentes et des institutions moins connues, et, lorsque nécessaire, un mélange d'institutions privées et publiques.

L'appui des institutions est essentiel à la réussite de ce que certains appellent « le PISA de l'enseignement supérieur ». C'est pourquoi l'OCDE associe le comité directeur de l'IMHE à ses travaux. Le premier facteur déterminant de la réussite de cette étude de faisabilité est la bonne volonté que les institutions mettront à y participer.

Si l'étude de faisabilité se déroule bien et si les résultats sont disponibles fin 2009, alors les essais sur le terrain pourraient commencer l'année suivante. Ce n'est qu'alors que les pays et les institutions seront en position de décider s'ils souhaitent et comment ils souhaitent entreprendre cette évaluation complète.

L'élaboration d'un procédé d'évaluation des résultats de l'enseignement supérieur suppose le développement de nouvelles mesures et d'une nouvelle méthodologie. L'objectif de l'OCDE n'est pas d'établir un nouveau classement des institutions d'enseignement supérieur, mais nous souhaitons explorer la possibilité d'obtenir de nouveaux éléments de connaissance et de compréhension de ce que les étudiants ont appris et peuvent faire – comme le fait le PISA depuis 15 ans. Ce nouveau savoir ne peut qu'être positif puisqu'il permettra d'éclairer la politique et la pratique.

L'IMHE souhaite la bienvenue aux nouveaux membres suivants :

- > Charles Darwin University – Australie
- > Handong Global University – Corée
- > Universidad Miguel Hernandez – Espagne
- > American Council on Education – États-Unis

INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RÉGIONS : LE DÉBUT D'UNE ÈRE NOUVELLE

En 2004, l'IMHE, en collaboration avec la Direction de la Gouvernance publique et du développement territorial de l'OCDE, a procédé à l'examen des institutions d'enseignement supérieur et de leur engagement régional. Le projet « *Soutien à la contribution des institutions d'enseignement supérieur au développement régional* » est désormais arrivé à son terme. Quels sont les enseignements du projet le plus important de l'histoire de l'IMHE ? Et quelles sont les étapes suivantes ?

Les « distances ont été abolies » par la révolution des TIC grâce auxquelles, en principe, tout lieu équipé d'une connexion internet peut participer à l'économie du savoir. Dans le même temps, la mondialisation a renforcé l'avantage comparatif des régions qui créent des conditions favorables pour la croissance. De fait, les écarts entre les régions continuent de se creuser, l'innovation se concentrant toujours autour des communautés dynamiques, des personnes qualifiées et des institutions d'enseignement supérieur. Tout investissement dans les systèmes d'innovation régionaux améliore la compétitivité économique. L'engagement régional et l'excellence mondiale dans la recherche peuvent devenir des objectifs complémentaires pour les institutions d'enseignement supérieur, l'un renforçant l'autre.

Comment mobiliser l'enseignement supérieur en faveur du développement ?

Le rapport final *Enseignement supérieur et régions : Concurrence mondiale, engagement local* examine les questions d'ordre général importantes à prendre considération par les institutions d'enseignement supérieur, leurs parties prenantes locales et régionales et les gouvernements nationaux.

Des liens étroits doivent être tissés entre les institutions d'enseignement supérieur et les régions. Les institutions d'enseignement supérieur devraient s'engager dans le développement et la mise en œuvre de stratégies urbaines et régionales. Elles devraient également élargir leur gamme de services afin d'englober l'éventail complet des questions économiques, sociales, culturelles et liées au développement environnemental.



Mercedes Cabrera, Ministre, Ministerio de Educación y Ciencia, Espagne et Angel Gurria, Secrétaire général, OCDE.

Les gouvernements peuvent appuyer ce projet en responsabilisant les institutions d'enseignement supérieur en leur accordant plus d'autonomie en matière de définition de programmes et d'utilisation de leurs ressources humaines, financières et physiques. Une plus grande autonomie n'est cependant pas suffisante. Des structures incitatives adaptées et des plans de financement devront être mis en place afin de faciliter un changement radical.

Enfin, les institutions d'enseignement supérieur elles-mêmes doivent changer, afin de devenir des organisations entrepreneuriales gérées de façon professionnelle, qui engagent les étudiants et leur personnel dans des activités de développement régional. Les initiatives visant à promouvoir le service à la communauté doivent être intégrées à l'enseignement et aux activités de recherche des institutions d'enseignement supérieur.

L'OCDE continuera à travailler avec les régions et les institutions d'enseignement supérieur. Les nouvelles études porteront sur les économies, les pays du G8 et les régions urbaines au développement rapide. La possibilité d'être réévalué sera offerte aux 14 régions. L'OCDE travaillera également au développement d'indicateurs fiables et à la constitution d'un forum destiné à renforcer les partenariats entre les gouvernements, les universités et les régions.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

jaana.puukka@oecd.org
www.oecd.org/edu/higher/regionaldevelopment

Le rapport *Enseignement supérieur et régions : concurrence mondiale, engagement local* est disponible en anglais, en espagnol et en français, et bientôt également en chinois.

CITY UNIVERSITY OF SEATTLE

Tablant sur une approche globale et innovante, la *City University of Seattle-CityU* a fondé des campus dans plusieurs pays asiatiques, américains et européens. Parmi ces campus figure celui de Vysoká škola Manažmentu (VSM), à Bratislava et Trenčín, la première institution privée d'enseignement supérieur en Slovaquie, aujourd'hui devenue partenaire de CityU. L'institution est entièrement accréditée et reconnue en Slovaquie. Une ancienne collègue de l'IMHE, Jacqueline Smith a récemment participé à l'évaluation de VSM au nom de l'AEU (Association européenne de l'université). Elle évoque une institution dynamique qui, confrontée à de nombreux défis dans ce pays en transition économique et politique, a réussi à établir sa réputation en tant que fournisseur de professionnels qualifiés : les diplômés n'ont aucune difficulté à trouver un emploi en Slovaquie après l'obtention de leur diplôme. VSM est l'une des premières institutions à introduire en Slovaquie des formes d'enseignement flexibles : enseignement dispensé en anglais et en slovaque avec options BSBA et MBA dans une langue ou l'autre, ou dans les deux ; cours en ligne interactifs pour les étudiants adultes qui travaillent ; possibilité de s'inscrire à quatre moments différents de l'année académique ; engagement en faveur d'une formation continue de qualité et d'un enseignement post-secondaire initial de qualité. De plus, les activités de recherche dans les domaines de la gestion ou des méthodes d'enseignement sont en pleine expansion, et l'institution s'est engagée à remplir les conditions du Processus de Bologne.

CityU a rejoint l'IMHE il y a un an. Depuis 1973, cette institution à but non-lucratif de l'enseignement supérieur se consacre à sa mission, à savoir offrir un enseignement continu, pertinent et de grande qualité à tout individu désireux d'apprendre.

Pour reprendre les termes employés par son président Lee Gorsuch : « En dispensant à la fois un enseignement en classe et en ligne qui permet des expériences mondiales et en promouvant la diversité au sein des classes » CityU s'est toujours efforcée d'être une institution modèle.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

www.cityu.edu/index.aspx et
www.vsm.sk/index.php?id=31039



Enseignement supérieur et régions : concurrence mondiale, engagement local,
éditions OCDE, ISBN-10 : 9264034161

Cette publication explore tout un éventail de mesures et de réformes institutionnelles utiles. Elle s'appuie sur l'examen de 14 régions dans 12 pays, ainsi que sur les examens territoriaux de l'OCDE. Elle analyse l'implication régionale de l'enseignement supérieur dans le domaine de la formation, de la recherche et des services aux collectivités locales. Elle apporte des réponses aux questions suivantes : qu'est-ce que l'engagement régional ? Comment se renforce-t-il et quels sont les facteurs qui le freinent ? Qu'est-ce que cela implique pour la gouvernance et la gestion des institutions d'enseignement supérieur, pour les régions et les gouvernements centraux ? Enfin, comment les missions régionales s'intègrent-elles dans les stratégies de recherche de l'excellence académique à l'échelle internationale ?



Science, Technology and Innovation Indicators in a Changing World: Responding to Policy Needs,
éditions OCDE, ISBN-10: 9264039651

(anglais uniquement)

Face aux interconnexions du monde, les politiques dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation ne peuvent plus être perçues comme déconnectées du reste du monde. Les banques centrales et les ministères des finances cherchent de plus en plus à mieux comprendre comment la science, la technologie et l'innovation créent de la valeur en améliorant la productivité et en augmentant les profits, comment elles contribuent à la valorisation des entreprises et comment, en définitive, elles stimulent la croissance et améliorent la compétitivité des économies. Ce compte-rendu de conférence du Forum Blue Sky II de l'OCDE examine certains des besoins politiques, des questions de mesure et des défis relatifs à

la description de sujets représentatifs et émergents dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation (STI). Le compte-rendu aborde également la question de l'exploitation des données existantes et du développement de nouveaux cadres d'évaluation permettant d'encadrer le développement futur de nouveaux indicateurs STI à l'OCDE et ailleurs.



Faire des migrations un atout : pour un nouveau système de mobilité

éditions OCDE, ISBN-10 9264034021

Ce rapport est une synthèse des recommandations visant à examiner comment nous pouvons tirer meilleur parti des migrations. Elles sont le fruit d'un projet entrepris en partenariat avec la Commission européenne pour repenser les multiples aspects de la gestion du nouveau système de mobilité internationale. On trouvera dans cet ouvrage des idées nouvelles et prometteuses tirées d'un examen approfondi de l'expérience de l'Europe et d'autres régions dans des domaines aussi divers que le marché du travail, l'intégration, la coopération pour le développement et la mobilisation des diasporas.



Politiques et gestion de l'enseignement supérieur : volume 19 n° 2

éditions OCDE, SUB-89012P1

La revue de l'OCDE sur les *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur* est publiée trois fois par an. Elle couvre le domaine de la gestion des établissements à travers des articles et des comptes rendus sur la recherche de vaste envergure internationale. Ce numéro comprend des articles sur les valeurs universitaires, la gestion des établissements, l'université et ses communautés, ses palmarès, le classement de la performance, les universités de recherche dans les pays en développement et la diversification des fonctions.

CALENDRIER IMHE

22-23 mai 2008

Lieux et espaces durables pour l'apprentissage, l'innovation et le transfert de connaissances

en collaboration avec le Programme de l'OCDE pour la construction et l'équipement de l'éducation (PEB) et l'université de Technologie d'Helsinki, Finlande

☎ Contact : alastair.blyth@oecd.org

5-6 juin 2008

The Emerging Global University Market

en collaboration avec l'association nordique des universités et l'association nordique des administrateurs d'universités, Reykjavik, Islande

☎ Contact : jaana.puukka@oecd.org

21-22 août 2008

Conférence « des innovations qui marchent », **Université et entreprise : sens, valeurs et pratiques, des interactions complexes** CHEMPaS,

University of Southampton, Royaume-Uni

☎ Contact : fabrice.henard@oecd.org

8-10 sept. 2008

Conférence Générale IMHE, **Enseignement supérieur : qualité, pertinence et impact**, Paris, France

www.oecd.org/edu/imhegeneralconference2008

AUTRES RÉUNIONS

17-18 avril 2008

L'enseignement supérieur sous les conditions du marché : théorie et Pratique, université de Mykolas Romeris, Ateities 20, Vilnius, Lituanie

Contact : justina@mruni.lt

17-21 août 2008

16^e réunion internationale des administrateurs d'universités, Vancouver, Canada
www.imua2008.ca



Avez-vous changé d'adresse ? Veuillez en informer l'IMHE.

Si vous recevez uniquement la version papier de ce bulletin et que vous souhaitez continuer à recevoir ce bulletin, merci de communiquer votre adresse électronique à imhe@oecd.org

IMHE-Info est publié en anglais et en français par le Programme de l'OCDE sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur (IMHE). Des extraits de ce bulletin peuvent être reproduits en indiquant la source. Toute demande de renseignement, tout commentaire ou article susceptible d'être publié doit être adressé à :

Valérie Lafon, Programme IMHE, OCDE
2, rue André-Pascal – 75775 Paris Cedex 16
France

Tél. : (33) 1 45 24 92 24 ou (33) 1 45 24 75 84

Fax: (33) 1 44 30 61 76

imhe@oecd.org

www.oecd.org/edu/imhe

Retrouvez toutes nos réunions sur :
www.oecd.org/edu/imhemetings